normalement. Les enfants ont besoin d'une bonne alimentation pour être forts et en santé.

Les enfants défavorisés vont souvent à l'école le ventre vide. Essayer de se concentrer quand on a faim est très difficile. Ces enfants-là prennent du retard. Faut-il alors se surprendre que plus de la moitié des enfants qui abandonnent leurs études secondaires soient pauvres?

Même l'éducation, qui pourrait aider un enfant à rompre le cycle de la pauvreté, lui est refusée. Étant donné que l'enfant né dans la pauvreté devient un adulte moins instruit que la moyenne, quelles chances a-t-il de se trouver un bon emploi, de se marier et d'élever des enfants dans un monde meilleur? Elles sont très minces, vraiment très minces.

Il perpétuera plutôt le cycle de la pauvreté. Il occupera des emplois mal rémunérés, touchera des prestations d'aide sociale, se retrouvera en chômage plus souvent qu'à son tour et pour de plus longues périodes, connaîtra des problèmes de santé et vivra moins longtemps.

Je ne vous parle pas ici d'enfants nés dans des pays déchirés par la guerre ou des pays du tiers monde aux prises avec de graves problèmes, mais bien d'enfants canadiens. Au Canada, 15 enfants sur 100 ne savent pas ce qu'est un régime équilibré, ne recevront jamais l'éducation à laquelle ils ont droit et sont voués dès leur naissance au désespoir et à la pauvreté. Ils ne peuvent même pas compter sur leur santé.

Pourquoi le gouvernement se croit-il obligé de perpétuer le cycle de pauvreté et d'abandon auquel ne pourront jamais échapper les familles pauvres, leurs enfants et les enfants de leurs enfants?

Sur quelles preuves est-ce que je fonde mes accusations? Et bien, permettez-moi, monsieur le Président, de vous lire un article publié au mois de mars dernier dans la revue *Policy Options Politiques*. L'article qui s'intitulait «Politique sociale à la dérobée» avait été rédigé par Grattan Gray, ex-journaliste et observateur de longue date de la scène politique à Ottawa qui a également contribué aux revues *Maclean's* et *Quest*.

Voici donc les preuves sur lesquelles je fonde les accusations que je porte contre le gouvernement.

J'étudie, depuis un certain nombre d'années, l'évolution de la politique sociale au pays à partir de documents publics, du compte rendu des délibérations de la Chambre des communes et d'articles tirés de revues spécialisées. Jamais auparavant je n'ai observé l'orientation qui s'est manifestée ces dernières années et qui est passée inaperçue aux yeux de bon nombre de spécialistes et d'universitaires. En résumé, le régime d'austérité des conservateurs est devenu une forme pourrait-on dire de «politique sociale à la dérobée».

Je répète, de «politique sociale à la dérobée». Pourquoi? Je poursuis:

Les crédits

Ses mesures prennent souvent la forme de modifications subtiles apportées aux taxes et aux paiements de transfert aussi difficiles à expliquer qu'à comprendre, ce qui fait qu'elles échappent ainsi à l'attention des médias et de la population. Elles camouflent des changements régressifs; au nom de l'équité, on tente de convaincre les Canadiens que les augmentations d'impôt sont en fait des réductions, et que les réductions des avantages sont en fait des augmentations. . . ce qui confond l'électorat et permet au gouvernement de se protéger contre toute critique.

Voilà des preuves très éloquentes du piètre rendement fourni par le gouvernement. Permettez-moi de citer un autre paragraphe.

Le gouvernement a aussi d'un seul coup aboli les pensions de vieillesse et les allocations familiales universelles grâce à un mécanisme diabolique appelé la «récupération» et qui constitue, jusqu'à maintenant, l'exploit le plus remarquable de politique sociale à la dérobée.

Je pourrais poursuivre ma lecture de cet article, mais le temps me presse. Permettez-moi simplement d'ajouter que, de 1984 à 1991, l'impôt fédéral et provincial sur le revenu personnel a augmenté de 386 p. 100 dans le cas des familles touchant un revenu de 20 000 \$, comparativement à seulement 4 p. 100 pour les familles qui touchent 100 000 dollars.

Voyons un peu les prestations familiales fédérales. Dans le cas des familles dont le revenu se situe entre 20 000 \$ et 50 000 \$, les prestations familiales ont baissé de 2 à 25 p. 100. Elles subissent des coupes même dans le cas des familles dont le revenu se situe au seuil de la pauvreté, soit 20 000 \$.

J'ai une simple question à poser à la Chambre: Vaut-il mieux payer maintenant pour venir en aide aux enfants pauvres ou payer plus tard en laissant se perpétuer le cycle de la pauvreté? Songez seulement à ce qu'il faudra payer en frais médicaux et pour maintenir l'appareil judiciaire, sans compter la perte de productivité. C'est vraiment navrant d'avoir affaire à un gouvernement sans cœur. Comment peut-on calculer le coût social des rêves brisés, de la pauvreté et de vies vécues dans le désespoir? Un programme national de déjeuner à l'école pour s'assurer que les enfants mangent au moins un bon repas par jour serait une amorce de solution.

À mon avis, cependant, ce que le gouvernement pourrait faire de mieux, ce serait d'adopter une politique de plein emploi, politique que mon chef le met au défi de proclamer mais qu'il refuse obstinément de mettre en place. Le gouvernement actuel tient au contraire à faire du chômage un instrument de sa politique économique. Pourtant, la meilleure façon d'assurer à nos fils et à nos filles un bon avenir, c'est de faire en sorte que leurs parents puissent rapporter à la maison un salaire qui se situe au-dessus du seuil de la pauvreté.

Notre régime de bien-être social, sous sa forme actuelle, décourage les gens de travailler. Prenez le cas par exemple d'une mère célibataire. Ses chances de trouver une bonne garderie sont presque nulles. En outre, si elle accepte un emploi et perd ses prestations d'aide sociale,